

Postface

Jean-Louis ROCCA

Nous espérons qu'après avoir lu ces textes chacun aura pris conscience de la qualité de la sociologie chinoise et, surtout, y trouvera une autre façon d'analyser la Chine, en décalage par rapport à l'image que l'on donne souvent du milieu intellectuel chinois. Les récents événements tibeto-olympiques ont redonné force à tous les lieux communs de la vulgate sinophobique. Eh bien non, les Chinois – si cette expression à un sens – ne sont ni complètement « pourris » par la société de consommation, en tout cas pas plus que les autres, ni complètement inféodés au discours du « pouvoir », pas plus en tout cas que ceux pour qui le journal télévisé de 20 heures constitue la seule référence intellectuelle. Tendons l'oreille à ce que disent les sociologues chinois et nous serons surpris.

Bien sûr, on peut être en désaccord avec tel point de vue, opposé à tel autre. On peut regretter aussi que la recherche chinoise ne s'occupe que de la Chine, ce qui conduit à une grande faiblesse des travaux sur les pays étrangers. Nous avons le plus grand mal à trouver de bons spécialistes de l'Afrique, de l'Asie ou de l'Europe. Seules les études sur les États-Unis semblent échapper à cette faiblesse générale. Pour ne parler que de la vieille Europe, les travaux sur les sociétés européennes sont rares et de qualité médiocre. Souvent basés sur des sources de deuxième ou de troisième main, ils sont le fait de linguistes ou de littéraires qui n'ont pas la formation nécessaire en sciences sociales, et qui se contentent de « chroniquer » l'actualité¹. Néanmoins, il est sans doute plus fructueux de

1. Certes, la recherche occidentale sur la Chine connaît ce travers qui transforme le sinologue en superjournaliste, mais le trait est beaucoup plus marqué pour nos collègues chinois.

considérer ce phénomène comme un défi plutôt qu'un défaut. C'est un fait, la Chine n'a pas encore donné naissance à un Arjun Appadurai, c'est-à-dire à un chercheur qui pense au-delà de son champ d'expérience – en l'occurrence l'Inde –, pour créer des outils théoriques et méthodologiques universels. Question d'histoire, de politique et d'éducation, question de moyens, question d'ambitions? Peu importe. Ce qui importe, c'est que cette situation est dommageable au dialogue intellectuel. Si la recherche chinoise est mal connue en Europe, l'inverse est tout aussi vrai. On pourrait multiplier les exemples sur les malentendus que suscitent les lieux communs véhiculés sur la France dans les milieux universitaires. Les émeutes des banlieues seraient l'effet du caractère non soluble de la culture musulmane, de la faible croissance économique ou la conséquence du refus des Français à travailler plus. Mais ces lieux communs ne sont pas une production locale, ils sont bien souvent empruntés à des articles ou à des analyses qui peuplent les colonnes de nos journaux...

Pour remédier à cette situation, il n'y a guère d'autre solution qu'un effort important de la part des gouvernements européens et chinois pour former des *social scientists* spécialistes de nos vieux pays. Financer des formations linguistiques et allouer des bourses de thèse, voilà des moyens simples pour sortir de cette impasse. L'effort n'a pas besoin d'être gigantesque, il suffit qu'il soit concentré pendant quelques années sur quelques individus. Il doit permettre à ces étudiants et chercheurs de pénétrer en profondeur les rouages des sociétés européennes. La question linguistique n'est pas à négliger. Certes, les meilleures traductions et les meilleures analyses des auteurs français sont souvent le fait de non-francophones (mais spécialistes de sciences sociales)², mais ne seraient-elles pas meilleures encore si ces passeurs savaient le français?

Cette ambition nécessite évidemment d'abandonner l'attitude post ou cryptocolonialiste que l'on constate parfois dans les relations qu'entretiennent nos collègues occidentaux avec leurs homologues chinois. Ne pas considérer que nous avons tout compris de la sociologie et qu'il suffit aux Chinois d'utiliser notre science. Attitude qui est le pendant de celle consistant à donner en exemple, implicitement ou explicitement, le « modèle occidental », souvent réduit à une version idéalisée d'une réalité fort peu *glamour*, en oubliant que toute réflexion intellectuelle crédible passe,

2. Je pense notamment à Liu Beicheng ou Wang Min'an pour Michel Foucault.

aussi, par un regard critique envers ce « modèle » dont nous sommes le produit. Salutaire décentrement qui devrait être le pendant de celui, légitime, que nous demandons aux étudiants et collègues chinois. Cette humilité nécessaire passe aussi par une exigence : que les étudiants chinois qui se rendent en Europe préparer une thèse choisissent un sujet « européen » et non « chinois » ou au minimum un sujet dont la méthodologie est clairement comparatiste. Certes, chaque collègue voudrait avoir « son » ou « ses » Chinois pour mieux connaître la Chine, mais sans ce décentrement de la part des étudiants comment attendre que ceux-ci s'approprient *in situ*, des concepts fortement contextualisés ?

— De la politique en milieu chinois

Mais revenons au contenu lui-même de ce livre. Le dénominateur commun de tous ces textes est qu'ils parlent de pouvoir. À travers une grande palette de concepts, de cadres analytiques, de méthodes et de données, on perçoit mieux les grandes lignes de partage des relations de pouvoir, la nouvelle cartographie politique.

Première remarque, *il n'y a rien de « culturaliste » ici*, c'est-à-dire d'éléments qui ne pourraient pas être expliqués par les pratiques sociales elles-mêmes, La dépendance à la drogue pourrait être perçue comme l'une des manifestations de cette propension naturelle et éternelle à la « relation sociale » dont on nous rabat les oreilles. En réalité, elle tient à l'importance donnée à la réussite scolaire dans la sélection sociale, les *loosers* nouant des relations avec d'autres gens connaissant le même échec. Certes, l'importance de plus en plus marquée de l'éducation dans la sélection sociale peut apparaître comme une donnée culturelle, et elle l'est sans nul doute, mais pas à la manière culturaliste. C'est une référence morale de l'action qui n'est ni exclusive ni stable. On retrouve cette montée en puissance du titre scolaire dans l'Europe d'après la seconde guerre mondiale : il ne suffit plus d'avoir des parents riches, puissants et cultivés pour réussir. Par ailleurs, les examens actuels n'ont rien à voir, ni dans leur forme, ni dans leur dimension, ni dans les sujets proposés, avec les examens impériaux. Ajoutons encore un facteur déterminant : la politique de l'enfant unique, qui conduit les parents à investir un maximum d'argent et d'énergie dans l'éducation de leur rejeton, et donc à dramatiser l'échec scolaire, peut difficilement être considérée comme un

élément de la culture chinoise éternelle. Autre exemple : le comportement des ouvriers-paysans du bâtiment. Le recours aux réseaux d'entraide basés sur l'origine géographique est à même de justifier tous les délires identitaires. Le Chinois serait lié indissolublement à sa terre. Or, Shen Yuan montre que la constitution et l'usage de ces réseaux tiennent à une situation particulière qui engendre des pratiques, elles-mêmes pensées à partir des ressources et références des individus et des groupes. Culture, certes, mais toujours en action. Le développement de nouveaux réseaux entre migrants et autochtones répond à la même logique. À de nouvelles situations répondent de nouveaux comportements qui ne viennent ni de nulle part ni d'une substance extérieure appelée culture.

Deuxième remarque : *une nouvelle stratification sociale se met en place*. Elle est indéniablement caractérisée par la « dureté ». Les statuts sont fortement déterminés. Les migrants connaissent tous ou presque un phénomène d'ascension sociale mais celui-ci s'arrête à un certain niveau. Au-delà de ce seuil, leur statut de citoyen de deuxième ordre et leur absence de qualification ne leur permettent pas de continuer à progresser. La classe moyenne actuelle est largement le produit de la reproduction de l'ancienne et fait preuve d'un assez grand conservatisme politique. Les diplômés du supérieur sont d'origine urbaine. Le *business* de la construction, qui mêle bureaucraties municipales et promoteurs, est l'occasion de faire de fructueux bénéfices sur le dos des ouvriers-paysans. « L'alliance entre le pouvoir politique et le capital » est une donnée de base de la société chinoise. Enfin, tout phénomène naturel ou social épouse et renforce les différenciations sociales. L'épidémie de sida frappe la population en fonction de la stratification sociale, laquelle détermine les conditions d'accès au diagnostic et aux soins. Néanmoins, cette structure inégalitaire et rigide est traversée de phénomènes paradoxaux difficiles pour l'instant à analyser. Dans les villes, ruraux et citadins nouent des alliances, ou en tout cas des relations d'intérêt mutuel qui à la fois renforcent et remettent en cause les disparités et les discriminations. Ce qui peut apparaître comme négatif (l'absence de contrat) peut être perçu par les migrants comme positif. Les cols blancs de haut niveau utilisent les relations marchandes pures et dures, à leur profit. Plus encore, placés dans la catégorie des « dominants » quand on les compare à d'autres, ils apparaissent comme « dominés » quand on s'intéresse aux formes d'exploitation, voire d'auto-exploitation, auxquelles ils sont confrontés.

Classe de privilégiés, la couche moyenne entre aussi en conflit ouvert avec les plus puissants quand ses droits de propriété sont remis en cause. Mais le paradoxe ne s'arrête pas là : il est possible de voir les mouvements de protestation contre les promoteurs et les régies de résidence comme des conflits entre différentes franges de ces classes moyennes, entre celles qui conservent un fort capital politique et les autres.

Les conséquences néfastes des inégalités et des discriminations peuvent déboucher sur leur remise en cause. Ainsi, n'a-t-on jamais autant parlé des homosexuels et des drogués que depuis que sévit l'épidémie du sida, et de la santé des migrants que depuis que celle du SARS a démontré l'absence de politique de santé publique parmi les ouvriers-paysans. Enfin, on voit comment l'ouverture vers l'étranger et les financements généreux dont profite la recherche peut conduire à des effets pervers. En bref, l'impact des structures est toujours à analyser dans le cadre des pratiques et des imaginaires à l'œuvre, dans l'épreuve du changement et de l'événement.

Dernière remarque : le champ de la contestation se dessine autour d'un *contournement du politique par le social*. Dans les exemples qui sont donnés ici, mais également dans d'autres que l'actualité chinoise nous donne à voir, il apparaît que ce n'est ni le changement de régime ni la référence aux « droits de l'homme » qui constituent le fondement et le motif des protestations. Les tactiques adoptées expriment une volonté de coaguler des mécontentements pour imposer de nouvelles règles, pour acquérir de nouveaux droits. On veut pour ainsi dire changer la vie sans changer la politique. Peur de la répression ou peur de l'instabilité, volonté d'échapper à la crise de la démocratie ou recherche d'un modèle alternatif ? Quoi qu'il en soit, la création d'un système de démocratie participative n'est pas aujourd'hui une revendication que l'on entend, y compris dans le cadre des discussions privées et même dans les milieux les plus critiques de la situation actuelle, et les plus favorables à une complète liberté d'expression.

Le mouvement de défense des droits (*weiquan yundong*) est emblématique de ce contournement du politique. Droits des propriétaires, droits des travailleurs, droits à l'éducation, droits des homosexuels, etc. s'appuient sur la montée du social. La consommation, l'épargne, l'éducation, le travail, l'impôt sont dorénavant traités dans le cadre de la confrontation de discours argumentés recherchant l'intérêt général, la raison

publique. Le comportement et l'imaginaire des individus et des groupes influencent très directement la décision politique, essentiellement aujourd'hui par effet de nuisance ou de résistance. Il s'agit alors de donner forme à ce social. Par conséquent, derrière les travaux qui parlent de la contestation se profilent des militants qui se font à la fois les porte-parole de la « société » — c'est comme cela qu'ils se perçoivent — et les conseillers du prince. Ils n'en sont pas les seuls interprètes : intellectuels, écrivains mais aussi élus et parfois cadres du parti et d'organismes officiels constituent des groupes de pression qui vont dans le même sens. Les médias et surtout les journaux jouent aussi un rôle essentiel comme ressources dorénavant incontournables dans les luttes politiques. Derrière les journalistes se profilent des groupes politiques décidés à en découdre. Autre signe de cette montée du social : la presse est devenue un enjeu de pouvoir. Plus précisément encore, la dénonciation d'un scandale, d'une malversation, d'une mauvaise gestion constitue la partie émergée d'un champ politique encore opaque : le gouvernement central contre les lobbies locaux, les lobbies locaux entre eux, les groupes de pression entre eux, telles sont les configurations des conflits entre puissances. La soudaine disgrâce, voire les brutales arrestations de journalistes n'ont pas d'autre explication que cette accession des médias au statut d'arène, et l'opinion publique au statut, si ce n'est d'arbitre, du moins de facteur décisif. Il ne s'agit pas de la répression d'un dissident mais de la résolution temporaire et malheureuse (pour certains) d'un conflit politique. Cela n'enlève rien au courage de ces opposants mais cela modifie profondément la signification de leurs actions. On n'empêche pas les journalistes de parler, on les laisse écrire, voire on les encourage à écrire, jusqu'à ce que leurs papiers déplaisent par trop aux puissances du jour et, surtout, jusqu'à ce qu'ils dépassent les limites, toujours floues, du « politiquement pensable » du moment. La différence est de taille. De même, s'il est juste de dire que les journaux sont maintenant des entreprises et qu'ils se doivent de prendre des risques pour attirer le lecteur, le phénomène révèle par contre-coup la montée du social et l'influence politique de la presse.

Reconnaissons que nous savons peu de chose de ces luttes politiques. Nous pouvons néanmoins insister sur trois points.

D'abord, les conflits n'expriment pas seulement des intérêts matériels mais aussi des imaginaires. Imaginaire de la société, de la justice, de la juste rétribution des actes, de la norme, de la déviance, etc.

Ensuite, le *diktat* de la stabilité transcende les classes, les groupes, les querelles et les principes. La répression des opinions intervient souvent quand ceux qui sont pris à partie réussissent à convaincre les autres du danger qu'elles représentent pour l'ordre public. Plus d'expression du mécontentement c'est plus ou moins de stabilité? La polémique est ouverte.

Enfin, la protestation suit les lignes de fracture de la société. La voix des catégories sociales se fait entendre mais par l'intermédiaire de l'élite, politique ou intellectuelle, ce qui crée évidemment un biais important. Homosexuels, migrants, drogués, pauvres, minorités, expropriés n'ont pas ou ont difficilement l'opportunité de produire un discours propre. De même, le mouvement de défense des droits ne doit pas être compris comme la prise de conscience de l'importance de la loi dans la régulation sociale. Autrement dit, cela ne signifie pas que la société chinoise considère dorénavant que la relation contractuelle doit résoudre les conflits sociaux et politiques. Le droit n'est pas saisi comme une substance, un champ autonome et objectif qui intervient de l'extérieur sur le social, il apparaît comme un outil au profit de l'affirmation de puissances. Le juridique est un enjeu des conflits politiques et sociaux, et les lois des armes que l'on utilise quand elles vous sont favorables et que l'on néglige, contourne, conteste ou manipule quand elles deviennent gênantes. C'est donc encore une fois la pratique qui est déterminante. Le point est d'importance. En effet, si le droit n'apparaît pas comme une norme universelle, mais comme le résultat de luttes politiques, les inégalités sociales vont déterminer la capacité des groupes et des individus à institutionnaliser leur puissance. Le contournement par le social est moins un processus d'harmonisation que d'expression des clivages sociaux.